



Dialogue social à l'Éducation : le miroir aux alouettes

L'Éducation nationale prétend mener des concertations nourries avec les organisations syndicales. Derrière les mots se cache une réalité bien différente de ce que devrait être un véritable dialogue social.

Quels que soient les sujets, les réunions se suivent et se ressemblent : communication tardive des documents, absence de réponses aux questions posées par les organisations syndicales, refus d'étudier leurs demandes et propositions. Le dialogue se résume à une écoute plus ou moins polie.

Les autorités ministérielles et déconcentrées deviennent alors soit arrogantes et autoritaires soit se contentent ou se voient contraintes d'appliquer les orientations dictées par la DGAFP. En manque d'arguments, elles opposent un refus d'autorité qui confine au mépris.

La loi de transformation de la Fonction publique n'est pas étrangère à cette détérioration. Imposée contre l'avis de l'ensemble des organisations syndicales, elle prive les fonctionnaires de la quasi-totalité des garanties d'équité et de transparence en matière de mutation et de promotion. Le gouvernement extrapole en privant les personnels de leurs maigres possibilités de recours pourtant inscrites dans la loi et dans son exposé des motifs.

La haute administration, dans un contexte de toute puissance, manie menace et intimidation, carotte et bâton. La dérive autoritariste en matière de gestion du service public, notamment d'Éducation, est en marche, accélérée par le gouvernement qui se préoccupe davantage d'ouvrir les portes de l'Éducation nationale à des intérêts privés que d'en préserver le fonctionnement au service du plus grand nombre.

La FSU exige de toute urgence un changement de fond dans les politiques menées, et de forme dans les méthodes : abrogation de la loi de transformation de la Fonction publique, rétablissement des compétences des CAP et des CHSCT.

Le ministre du plus grand ministère de la Fonction publique de l'État, qui se targue d'être le Ministre de l'école de la confiance, ne peut continuer d'ignorer ces exigences au risque de creuser définitivement le fossé avec les personnels et leurs représentants. La volonté d'avancer coûte que coûte sans écouter les personnels pose sans doute les fondements d'une stratégie politique, mais elle ne sert en rien le service public d'Éducation.

La FSU participera partout où elle le peut à la construction du rapport de force pour combattre les politiques menées.

Les Lilas, le 18 juin 2020

